

TABLE DES MATIÈRES

Contexte	v
Remerciements	vii
Notices biographiques	ix

ENJEUX ET PERSPECTIVES DU SECTEUR ÉNERGÉTIQUE

La transition énergétique au Québec : prospérer dans la sobriété Pierre-Olivier PINEAU	3
Introduction	3
A. Canadiens et Québécois : des êtres énergivores	4
B. Opportunités de décroissance (énergétique) et de croissance (économique)	11
1) Réaliser le potentiel d'efficacité énergétique	11
2) Revoir notre approche au transport	12
C. Identifier les obstacles	15
Conclusion	16
La Loi concernant la mise en œuvre de la politique énergétique 2030 : fonctions, pouvoirs, omissions et déceptions... André TURMEL, Delphine PITTET et Claudie FRÉCHETTE	17
Introduction	17
A. Un décideur au cœur des enjeux énergétiques	19
1) Nouveaux rôles et nouvelles fonctions de la Régie	19
2) Indépendance personnelle et institutionnelle de la Régie	22

B. Transition énergétique Québec : à la recherche de l'efficacité	29
C. Le rôle des consommateurs : beaucoup d'espoir, peu de pouvoirs.....	32
Conclusion	34

À propos du « test climat » de la nouvelle *Loi sur la qualité de l'environnement*

Géraud DE LASSUS SAINT-GENIÈS.....	35
Introduction.....	35
A. La contribution potentielle de l'article 24 à la lutte contre les changements climatiques	37
B. Les facteurs limitant la portée de l'article 24	39
C. Les incertitudes relatives à l'interprétation du libellé de l'article 24.....	40
1) Le sens de l'expression « émissions de [GES] attribuables aux projets »	40
2) Le sens de l'expression « les mesures de réduction que [le projet] peut nécessiter »	44
Conclusion	45

Les enjeux économiques des hydrocarbures

Patrick GONZÁLEZ.....	47
-----------------------	----

Le développement des hydrocarbures face à la fragmentation des juridictions dans le golfe du Saint-Laurent

Hugo TREMBLAY	51
A. Juridictions constitutionnelles dans le golfe du Saint-Laurent.....	52
B. Principes du droit international de la mer.....	54
C. Jurisprudence de la Cour suprême.....	56
D. Revendications provinciales.....	58
E. Difficultés d'arrimage des lois miroirs	59
Conclusion	62

**Le projet de loi n° 49 et la responsabilité civile en cas
de déversement d'hydrocarbures extracôtiers dans
le golfe du Saint-Laurent**

Stéphanie ROY	65
Introduction.....	65
A. Pétrole dans le golfe du Saint-Laurent: sa découverte, son exploitation et ses risques	70
1) Gestion conjointe des ressources	70
2) Risques potentiels pour le golfe	75
B. Responsabilité civile pour déversement d'hydrocarbures : perspective internationale sur un problème transfrontière	79
1) Nécessité d'un régime en matière d'activités dangereuses.....	79
2) Régime international pour pollution d'hydrocarbures transportés par voie navigable : l'exemple de la <i>Convention de 1992 sur les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures</i>	81
C. Mise en œuvre des régimes de responsabilité civile applicables à Québec et Terre-Neuve-et-Labrador : un pollueur-payeur qui a des limites.....	85
1) Responsabilité sans faute	85
2) Plafonds d'indemnisation et capacité financière.....	88
3) Fonds d'indemnisation.....	95
D. Dommages indemnisables...et non indemnisables : l'environnement au dernier rang	98
1) Pertes ou dommages «réels».....	98
2) Frais de nettoyage et de restauration.....	100
3) Préjudices environnementaux	101
4) Limites géographiques	106
Conclusion	111

ENJEUX ET PERSPECTIVES DU SECTEUR MINIER

Analyse de la perception des Québécois sur le développement des ressources minérales

Michel MALO, Frédéric MALO, Karine BÉDARD, Roxane LAVOIE et Christine RIVARD.....	117
Introduction.....	117
A. Méthodologie.....	118
B. Importance de l'industrie minière	119
C. Connaissance de l'industrie minière.....	119
D. Bénéfices de l'industrie minière	120
E. Appréhensions et préoccupations	120
F. Réputation.....	122
G. Acceptabilité du développement minier.....	124
H. Comparaison avec les autres ressources naturelles	125
I. Discussion et conclusion	125

L'Indice du risque social dans le secteur minier

Kristina Maud BERGERON et Christophe KROLIK	127
Introduction et éléments de contexte	127
A. L'Indice du risque social.....	128
B. Élargir l'applicabilité de l'Indice.....	130
C. Dimension subjective du pôle juridique.....	132
Conclusion	133

Régime minier et droits ancestraux : une conciliation encore difficile

Jean-Paul LACASSE	135
Introduction.....	135
A. Le régime juridique d'appropriation unilatérale en cours	135
B. L'obligation constitutionnelle de consulter et d'accommoder les peuples autochtones en amont de l'appropriation du <i>claim</i>	137
C. La <i>Loi sur les mines</i> face aux éléments déclencheurs de l'obligation.....	139
D. Le renversement nécessaire du régime minier	141
E. Une résistance inappropriée de la part du gouvernement du Québec.....	143

F. L'ampleur du problème	145
G. Le cas particulier des terres simplement grevées de droits issus de traités.....	148
H. Quelques pistes de solution	150
Conclusion	151

**Ententes et mésententes entre les peuples autochtones
et l'industrie extractive au Québec : aux confins du droit
public et du droit privé**

Ghislain OTIS	153
Introduction.....	153
A. Les ententes entre les sociétés extractives et les autochtones : un contrat privé à l'ombre du droit public.....	154
1) La validité d'un contrat privé restreignant les activités autochtones relevant d'un droit ancestral.....	157
2) L'identité de la partie autochtone ayant la capacité de contracter relativement aux droits ancestraux	159
B. Les mésententes et les relations extracontractuelles : la rencontre des droits autochtones et du droit privé québécois.....	164
1) La responsabilité extracontractuelle des sociétés extractives basée sur la faute civile	165
2) La responsabilité des sociétés extractives sans égard à la faute : les troubles de voisinage	168
3) La responsabilité en vertu de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>	171
Conclusion	176

**La mise en œuvre des ententes entre les promoteurs
de projets miniers et les communautés autochtones –
tendances et meilleures pratiques**

Jean M. GAGNÉ et Emilie BUNDOCK.....	179
Introduction.....	179
A. La protection constitutionnelle des droits des communautés autochtones au Canada	179
1) Les droits ancestraux et les droits issus de traités.....	181
a) <i>La reconnaissance des droits ancestraux par les tribunaux : une multitude de possibilités</i>	181

b) <i>La reconnaissance d'un titre ancestral par les tribunaux : une mesure exceptionnelle</i>	182
c) <i>Les droits issus de traités : un environnement juridique variable</i>	184
2) L'obligation de consultation et d'accommodement de la Couronne	184
B. Les ententes avec des communautés autochtones à travers le Canada	187
1) La prévisibilité comme source d'une obligation volontaire de consulter et d'accommoder	189
2) L'influence du cadre juridique applicable sur l'élaboration des ententes	190
C. Tendances en matière de mise en œuvre des ERA	194
1) Notre démarche d'analyse comparative	194
2) Structure de mise en œuvre type	195
3) Certains principes fondamentaux	195
4) Comité de mise en œuvre d'une entente de collaboration	196
a) <i>Comité de mise en œuvre</i>	196
b) <i>Agent de mise en œuvre de l'entente</i>	197
5) Comité sur la formation et l'emploi.....	197
6) Comité sur les occasions d'affaires.....	199
7) Comité sur l'environnement.....	200
D. Conclusion – Meilleures pratiques et précautions.....	200